



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Service de restauration pour l'Ecole de Physique des
Houches**

N° du CCAP : 25FSM023

**Université Grenoble Alpes
ECOLE DE PHYSIQUE DES HOUCHES
149 Chemin de la Côte
74310 Les Houches**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée et délais d'exécution.....	4
3.1 - Durée du contrat	4
3.2 - Reconduction.....	4
4 - Prix.....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
5 - Garanties Financières.....	5
6 - Avance.....	5
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
7 - Modalités de règlement des comptes.....	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement	6
7.3 - Délai global de paiement	7
7.4 - Paiement des cotraitants.....	7
7.5 - Paiement des sous-traitants	7
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
8.1 - Conditions générales.....	7
8.2 - Clause de réexamen.....	8
9 - Clauses environnementales	8
10 - Constatation de l'exécution des prestations	9
10.1 - Vérifications	9
10.2 - Décision après vérification	9
11 - Pénalités	10
11.1 - Pénalités concernant l'exécution des prestations	10
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
12 - Assurances.....	12
13 - Résiliation du contrat.....	12
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
14 - Règlement des litiges et langues	13
15 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Le Service de restauration pour l'Ecole de Physique des Houches

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

Ecole de Physique des Houches
149 Chemin de la Côte
74310 Les Houches

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum annuel : 900 000 € HT.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 an.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe (plan de situation)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La carte des boissons et tarifs publics associés
- L'offre technique du titulaire portant sur :

- Les performances en matière de transition écologique : modalités d'approvisionnement et engagement sur les produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable et locaux ;
- L'organisation des moyens humains : organisations en fonction du type de prestations ; fonctionnement équipe/responsable et intérim du responsable ;
- Les modalités de gestion de la qualité nutritionnelle des menus et diversité des plats proposés.
- La qualité de la prestation (procédures pour garantir la qualité de la prestation, méthodologie d'entretien et de nettoyage des locaux et du matériel, réalisation de la prestation en cas d'allergie alimentaire).

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

Planning prévisionnel : notification en novembre 2025 et démarrage des prestations mi-janvier 2026.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix du bordereau de prix unitaires comprennent également :

- La fourniture des denrées et boissons (dans le respect des prescriptions du CCTP et des engagements pris par le titulaire dans son offre en matière de produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable et locaux) ;
- L'élaboration des menus ;
- La préparation des repas ;
- Le dressage et le débarrassage ;
- Le service ;
- L'entretien des locaux et du matériel ;
- Les contrôles microbiologiques ;
- Le plan de maîtrise sanitaire ;
- La gestion des déchets ;
- La fourniture des produits et matériel d'entretien, des consommables sanitaires, du linge de table et de cuisine (tenues des personnels, torchons, serviettes, nappes...) et de la vaisselle et des contenants pour les pique-niques ;
- La participation aux réunions organisées par l'Ecole (y compris frais de déplacement et de restauration) ;
- Les frais d'accès à Internet ainsi que tous les autres frais liés à l'exécution des prestations.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = (0.4 \times ICHT-In / ICHT-Io) + (0.6 \times In / Io)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICHT-I	Indice du coût du travail - Salaires et charges - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en 2016
I	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration. Prix de base – Base 2015 – Données trimestrielles brutes - Identifiant 010545950

Les prix de la carte des boissons peuvent être révisés annuellement **au 1^{er} janvier** par application des tarifs publics du prestataire.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,0 % par an.

Modalités de transmission des révisions de prix :

Le titulaire devra transmettre le BPU et la carte des boissons révisés, **au plus tard le 15 novembre de chaque année** par mail à l'adresse suivante : service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr. A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 30,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

La facturation sera mensuelle avec un détail par sessions (mais le prestataire pourra déposer une facture à l'issue de chaque session).

L'Ecole déduit de la facture le montant des pénalités le cas échéant.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Conditions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

En vue de l'exécution de l'accord-cadre, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du C.C.A.G.-F.C.S. et dans le CCTP. Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, le titulaire n'est pas tenu de faire assurer les matériels et approvisionnement mis à sa disposition. La prestation d'assurance du matériel est à la charge de l'Ecole de Physique des Houches.

Conditions d'exécution des prestations :

Les conditions d'exécution des prestations sont précisées au CCTP.

8.2 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de retirer la gestion de certaines prestations au titulaire (gestion du bar, nettoyage...) notamment en cas de mauvaise exécution

Ces modifications font l'objet d'un avenant signé des 2 parties précisant :

- les modifications apportées aux documents du marché
- la modification des prix du BPU le cas échéant
- la date d'effet de l'avenant

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

9 - Clauses environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Pour l'ensemble des denrées, le prestataire doit adopter une politique d'achat qui privilégie :

- les filières courtes et respectueuses de l'environnement
- la saisonnalité des fruits et légumes
- Une procédure d'information concernant la traçabilité de l'origine des produits

Le prestataire doit respecter, outre les obligations du présent marché, les engagements pris dans son offre concernant la fourniture de denrées issues de l'agriculture biologique et du commerce équitable et de denrées locales (Haute-Savoie, Savoie et Italie (Vallée d'Aoste et Piémont)). Il est rappelé que les denrées indiquées comme « issues de l'agriculture biologique » doivent répondre à la législation en vigueur.

Le titulaire devra également respecter les dispositions en vigueur au moment de l'exécution des prestations et applicables à l'Ecole de Physique des Houches concernant notamment :

- La loi EGalim (LOI n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous).

- La réglementation concernant l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique (notamment le Décret n° 2019-1451 du 24 décembre 2019 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique).

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment et sans en référer préalablement au prestataire, procéder à tout contrôle qu'il jugerait nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations et leurs modalités d'exécution au regard de l'accord-cadre et de la réglementation en vigueur.

Les contrôles seront effectués par toute personne (personnel de l'Ecole ou prestataire extérieur) mandaté par le représentant de l'Ecole. Cette personne pourra, outre les contrôles, demander la communication de toute information relative aux spécifications contractuelles des fournitures (fiches techniques, produits et recettes, ...).

Ces contrôles pourront porter sur les obligations du cahier des charges et sur les engagements pris par le prestataire dans son offre, notamment en matière de produits (locaux et issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, fraîcheur, saisonnalité...). Dans ce cadre, l'UGA se réserve le droit de réclamer toutes pièces justificatives permettant d'attester de la provenance des produits, de l'identité et de la localisation des producteurs, de la composition précise, des labels, etc. (Factures, bons de livraison, etc.) que le titulaire doit fournir au plus tard 48H ouvrées après la demande écrite du pouvoir adjudicateur.

Des contrôles relatifs à l'entretien des locaux seront effectués notamment au démarrage du marché.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, suite aux contrôles effectués, si le pouvoir adjudicateur constate que certaines prestations, ne sont pas entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, il appliquera les pénalités prévues au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, si aucune des pénalités prévues au présent CCAP ne peuvent être appliquées, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une réfaction de 100 euros pour chaque manquement constaté. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de fixer un montant de réfaction différent proportionné au manquement constaté.

Les réfections envisagées par le pouvoir adjudicateur et leur montant seront communiquées par écrit au titulaire afin qu'il puisse faire des observations. Il dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ces observations. Passé ce délai les réfections sont réputées acceptées par le titulaire.

Suite aux observations du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut décider de modifier les réfections prévues et dans ce cas il devra les soumettre à nouveau au titulaire selon les modalités prévues ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les réfections arrêtées.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités concernant l'exécution des prestations

Afin de pouvoir disposer d'outils permettant de faire respecter les clauses du présent marché, l'Ecole de Physique des Houches a prévu les pénalités décrites ci-dessous. Cependant l'Ecole privilégiera les échanges avec le prestataire afin de régler d'éventuels problèmes d'exécution avant d'appliquer des pénalités.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, les pénalités applicables dans le cadre de cet accord-cadre sont les suivantes :

➔ **Lorsque les délais contractuels d'exécution suivants sont dépassés**, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable restée sans effet, les pénalités suivantes :

Non transmission de l'autorisation légale de débit de boisson (alcoolisées et non alcoolisées) dans les délais (article 1.4 du CCTP)	250 € par semaine de retard les 2 premières semaines, puis 500 € les semaines suivantes, avec possibilité de résiliation de l'accord-cadre pour faute.
Non-respect du délai de transmission des menus pour chaque session (article 2 du CCTP)	100 € par jour de retard
Non transmission des éléments relatifs à la masse salariale (article 7.1 du CCTP)	100 € par semaine de retard à compter de la date limite fixée par le pouvoir adjudicateur.
Non-respect du délai de transmission du planning de présence de l'équipe (article 7.1 du CCTP)	50 € par jour de retard
Non-respect du délai de remplacement du personnel absent (article 7.1 du CCTP)	150 € par jour de retard
Non-respect du délai de remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction (article 7.1 du CCTP) ou du responsable (article 7.3 du CCTP)	100 € par semaine de retard, avec possibilité de résiliation de l'accord-cadre.

➔ **En cas de mauvaise exécution ou d'exécution partielle des prestations**, et en l'absence de force majeure dûment constatée, le pouvoir adjudicateur pourra formuler des réclamations concernant :

- la mauvaise qualité des menus : variété, composition, qualité nutritionnelle et diététique, produits non saisonniers ;
- le non-respect des horaires de repas ;
- le non-respect des consignes de préparation des repas (repas préparés plusieurs jours à l'avance) ;
- des denrées servies en mauvais état (denrées abimées, etc...) ;
- des denrées servies froides alors qu'il était prévu qu'elles soient servies chaudes ;
- quantités insuffisantes de denrées ;
- des retours négatifs significatifs des utilisateurs ;
- la non transmissions des CV des personnels affectés en début d'accord-cadre ou en cas de remplacement ;
- le non-respect des obligations en matière de continuité de service ;
- la défaillance du responsable ;
- le comportement inapproprié du personnel du titulaire (absence de tenue appropriée, retard, manque de discrétion et de réserve...) ;
- la détérioration du matériel mis à disposition du prestataire ;
- le non-respect des procédures de gestion des déchets ;
- l'absence non justifiée à une réunion programmée par le pouvoir adjudicateur ;
- modification des menus sans accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Ces réclamations sont signalées au titulaire par courrier ou par courriel dans un délai de 15 jours au maximum à compter de la date de l'événement. Ce dernier peut exposer par écrit au pouvoir adjudicateur les raisons ayant conduit à ces difficultés. Au-delà de 2 signalements pour ces motifs, le titulaire se verra appliquer une pénalité égale à 150 €.

➔ **Pénalités en cas de non-respect des obligations en matière de régimes spécifiques et d'allergies :**

En cas d'absence de menu adapté aux régimes alimentaires particuliers (végétarien, végétalien, sans porc, sans gluten et autres allergies alimentaires)	Le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 200 € par infraction constatée et sans mise en demeure préalable.
En cas de manquement à l'obligation de communication des informations relatives aux allergènes	Le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 200 € par infraction constatée et sans mise en demeure préalable.
Pénalités pour non-respect des engagements du titulaire en matière de réalisation de la prestation en cas d'allergie alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses engagements. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 € par infraction et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

➔ **Pénalités en cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre ou de ses obligations contractuelles ou légales :**

Pénalités pour non-respect des règles et obligations en matière d'hygiène notamment : <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage et entretien courant du bâtiment (voir articles 1.1, 8.1 et 8.2 du CCTP) - contrôles micro biologique (voir article 1.1 du CCTP) - rangement, nettoyage renforcé et élimination des produits non consommés avant la fermeture de l'automne (article 1.1 et 8.2 du CCTP) 	<ul style="list-style-type: none"> - 300 € par infraction constatée - Au-delà de 3 infractions, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.
Pénalités pour non-respect des engagements et des obligations en matière de produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, produits locaux, circuits courts et saisonnalité :	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses engagements et/ou obligations. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 € par infraction et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.
Pénalités pour non-respect des obligations légales du titulaire en matière de vaisselle pour les pique-niques :	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses obligations. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € par infraction.

Pénalités pour non-respect des engagements (offre du titulaire) et/ou des obligations contractuelles du titulaire en matière d'organisation des moyens humains :	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses engagements et/ou obligations. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € par infraction et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.
Pénalités pour non-respect des engagements du titulaire en matière de qualité de la prestation (procédures mises en place pour garantir la qualité de la prestation, méthodologie d'entretien et de nettoyage des locaux et du matériel)	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses engagements. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € par infraction et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.
Pénalités pour non-respect du suivi de la formation sécurité pour tous les nouveaux arrivants avant leur prise de poste	<ul style="list-style-type: none"> - A la première infraction constatée, le titulaire sera mis en demeure de respecter ses engagements. - A partir de la deuxième infraction constatée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € par infraction et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant des pénalités est limité à 20% du montant des commandes sur la période du marché considérée.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 18 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services